



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'ONUSIDA et le Groupe de la Banque mondiale avalisent des domaines d'action pour lutter contre l'extrême pauvreté et le sida

GENÈVE/WASHINGTON, 15 janvier 2014 – L'ONUSIDA et le Groupe de la Banque mondiale ont avalisé, lors d'une réunion et de discussions de haut niveau à Washington la semaine dernière, quatre domaines d'action pour accélérer les efforts afin de lutter contre les problèmes étroitement liés que sont le sida, les inégalités et l'extrême pauvreté.

L'ONUSIDA et le Groupe de la Banque mondiale se sont engagés à travailler en étroite collaboration avec le PNUD et d'autres partenaires internationaux afin de s'attaquer aux dynamiques sociales et structurelles de l'épidémie de VIH qui exposent les personnes à un risque plus élevé d'infection à VIH et à un refus d'accès aux services. Ces facteurs sociaux et structurels incluent l'inégalité entre les sexes, la stigmatisation et la discrimination, le manque d'accès à l'éducation et l'instabilité des moyens de subsistance. L'ONUSIDA et le Groupe de la Banque mondiale promouvoir les activités suivantes :

1. **Aligner les efforts de santé et de développement sur des objectifs datés et fixés par les pays en vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et au sida**, en accordant une attention particulière à l'intégration des populations les plus pauvres et les plus marginalisées. Les actions ciblées incluront : aider les pays à adopter des systèmes juridiques progressistes afin de supprimer les lois discriminatoires – en particulier celles qui visent les populations les plus vulnérables à l'infection à VIH, développer l'accès aux revenus, à des logements appropriés et à des conditions de travail sûres, et accélérer les réformes pour atteindre une couverture de santé universelle et un accès universel aux services et biens de prise en charge du VIH.
2. **Insister pour que le programme de développement pour l'après-2015 inclue des objectifs d'éradication du sida parallèlement à un objectif de couverture de santé universelle**, afin que nul ne bascule ou ne soit maintenu dans la pauvreté du fait du coût des traitements contre le sida ou des soins de santé.
3. **Promouvoir la recherche sur le suivi et la mise en œuvre aux niveaux national et mondial**. Les mesures incluront : travailler en étroite collaboration avec les partenaires mondiaux et les pays pour innover et suivre la fourniture de services (notamment pour la prise en charge du VIH) en particulier au profit des plus pauvres et des plus marginalisés, et intensifier la recherche sur la mise en œuvre pour identifier et codifier des approches innovantes permettant de relier les efforts engagés pour mettre un terme à l'extrême pauvreté et au sida. Dans le cadre de cette action, le Groupe de la Banque mondiale lancera un nouvel essai majeur pour mieux comprendre comment les systèmes de protection sociale contribuent à réduire l'infection à VIH, en particulier chez les jeunes femmes dans les pays hyperendémiques les plus durement touchés.
4. **Organiser en 2014 deux réunions de haut niveau sur l'éradication de l'extrême pauvreté et du sida avec des responsables des politiques et des experts**

nationaux. La première réunion sera organisée en Afrique australe et permettra de partager les recherches actuelles et de discuter de la manière de les traduire en actions pratiques et concrètes. La deuxième réunion aura lieu pendant la Conférence internationale sur le sida de juillet 2014 à Melbourne.

Malgré les progrès sans précédent de la riposte mondiale au VIH enregistrés sur les dix dernières années, les inégalités économiques, la marginalisation sociale et d'autres facteurs structurels ont continué de dynamiser l'épidémie de VIH. Celle-ci ne cesse d'entraver les efforts engagés pour réduire la pauvreté et la marginalisation. Le VIH aggrave la pauvreté, exacerbe les inégalités socioéconomiques, réduit les possibilités de progrès économique et social, et occasionne d'énormes souffrances humaines.

« Nous avons les moyens de mettre fin à l'épidémie de sida et à l'extrême pauvreté » a déclaré Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. « En associant nos efforts, nous contribuerons à un mouvement mondial qui œuvre pour que chaque personne puisse exercer ses droits à des soins de qualité et vivre sans avoir à souffrir de la pauvreté et de la discrimination ».

« Tout comme l'argent n'est pas à lui seul suffisant pour mettre fin à la pauvreté, la science est impuissante pour vaincre le sida, à moins que nous nous attaquions aux facteurs sociaux et structurels sous-jacents » a déclaré Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale. « Pour mettre un terme au sida et à la pauvreté, nous avons besoin d'une volonté politique durable, d'un activisme social et d'un engagement inébranlable en faveur de l'équité et de la justice sociale ».

« La stigmatisation, la discrimination et la marginalisation empêchent de réaliser pleinement les promesses offertes par les techniques de prévention et de traitement du VIH » a déclaré Helen Clark, Administratrice du PNUD. « Nous savons que dans les pays où les lois et les politiques permettent aux personnes affectées par le VIH de participer à la vie de tous les jours dans la dignité et sans crainte de la discrimination, elles sont plus susceptibles de recourir aux services de prévention, de soins et d'appui ».

Il est essentiel d'améliorer les services et les résultats de santé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et favoriser une prospérité partagée. Récemment créée par The Lancet, la Commission sur l'investissement dans la santé a estimé que jusqu'à 24 % de la croissance économique des pays à revenu faible ou intermédiaire était due à une amélioration des résultats de santé. Les avantages sont considérables : la Commission est arrivée à la conclusion qu'un investissement dans la santé peut générer un retour sur investissement de 9 à 20 fois supérieur.

Investir dans la santé signifie également investir dans l'équité. Les composantes essentielles d'une riposte au VIH respectueuse des droits humains sont notamment des lois, des politiques et des initiatives favorables qui permettent de protéger et de promouvoir un accès à des services sociaux et de santé efficaces – y compris un accès à un logement sûr, une alimentation appropriée et d'autres services fondamentaux. Ces mesures peuvent aider à protéger les personnes affectées par le VIH de la stigmatisation, la discrimination, la violence et la vulnérabilité économique. Une protection sociale qui intègre la problématique du VIH est déjà une composante clé de la vision de l'ONUSIDA – zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida.

« Il ne suffit pas d'avoir les médicaments en magasin pour sauver des vies » a déclaré Sveta Moroz de l'Union des femmes ukrainiennes affectées par le VIH. « Pour mettre un terme à l'épidémie de sida pour tout le monde, nous avons besoin d'une approche centrée sur les personnes, dynamisée par la communauté et fondée sur la justice sociale. Cela requiert une approche qui garantit les droits humains fondamentaux que sont l'accès à un logement sûr et à des soins, la sécurité alimentaire et les opportunités économiques. Ces droits permettent de faire tomber les obstacles qui empêchent les personnes de s'engager réellement dans une prévention et des soins efficaces du VIH ».

L'ONUSIDA et le Groupe de la Banque mondiale œuvreront pour que ces actions figurent en bonne place dans le programme mondial de développement pour l'après-2015, car ce sont des activités à part entière qui permettront d'éradiquer le sida, d'instaurer une couverture de santé universelle, de mettre un terme à l'extrême pauvreté et aux inégalités, et de construire une prospérité partagée.

Contacts

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

Groupe de la Banque mondiale | Melanie Mayhew | tél. +1 202 459 7115 | mmayhew1@worldbank.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour que la riposte au sida donne les meilleurs résultats possibles. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook et Twitter.

Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est une source essentielle d'aide financière et technique pour tous les pays en développement, qui a pour objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté et de stimuler la prospérité partagée. L'atteinte de ces objectifs passe inévitablement par l'amélioration de la santé. Grâce à l'aide financière, aux analyses pointues et aux conseils stratégiques du Groupe de la Banque mondiale, les pays peuvent élargir l'accès aux soins de santé abordables et de bonne qualité, empêcher les gens de basculer dans la pauvreté ou d'aggraver leur pauvreté à cause de la maladie, et promouvoir les investissements dans tous les secteurs qui constituent les piliers d'une société saine. Plus d'informations sur la page www.worldbank.org/health et rejoignez-nous sur [@worldbankhealth](https://twitter.com/worldbankhealth).